

Carnet des Etudes Urbaines

Le Carnet des Etudes Urbaines est une plateforme numérique de l'Axe Etudes urbaines du laboratoire Triangle UMR 5206 (CNRS – ENS Lyon - Université Lyon 2 – IEP Lyon) de valorisation et diffusion de ses activités de recherche, ainsi que plus globalement de veille sur la recherche dans les études urbaines.

Récension d'ouvrage collectif – Combes H., Garibay D., Goirand C. (dir.), 2015, Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa

Juillet 2016

Mathilde Girault

*Doctorante en géographie, urbanisme, aménagement, Université Lumières Lyon 2,
UMR Triangle*

Mots-clés : *mobilisations collectives, ordinarité politique, occupation spatiale, imaginaires politiques*

Référence électronique :

Mathilde Girault, « Récension d'ouvrage collectif – Combes H., Garibay D., Goirand C. (dir.), 2015, Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa », *Carnet des Etudes Urbaines* [en ligne], juillet 2016, date de publication. URL : <https://urbs.hypotheses.org/172>



Avertissement : les contenus du Carnet des Etudes Urbaines sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution – Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.



Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand (dir.)

Les lieux de la colère. Occuper l'espace pour contester, de Madrid à Sanaa

Editions Karthala et Sciences Po Aix, coll « Questions Transnationales », 2015, 410 p.

La spatialité des mobilisations collectives : une actualité et un « *impensé sociologique* »

Les Révolutions Arabes sur les places Tahrir (Caire), Taghyir (Sanaa), Al-Chajara (Benghazi), de la Kasbah (Tunis) ou encore de la Perle (Manama), les Indignés de la Puerta del Sol, Occupy Wall Street, les Nuits Debout des places françaises, les Zones A Défendre... autant de mouvements de contestation, citoyenne, militante, syndicale, associative ou encore non-gouvernementale, qui font une actualité brûlante de plus en plus partagée dans le monde.

Or, malgré l'inscription spatiale de ces mobilisations, peu de travaux scientifiques s'intéressent aux lieux de ces actions, aux relations entre objet de la contestation et choix symbolique des lieux, aux liens entre revendications sociales et pratiques spatiales. Ce constat s'est imposé comme une « *énigme* » (p.10) à Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand dans le cadre de recherches (2008-2012) portant sur *les Processus et acteurs latino-américains de la participation politique* (PALAPA), venues ensuite alimenter cet ouvrage.

« Une énigme est donc au cœur de cet ouvrage : d'un côté, la forte visibilité des mobilisations par l'espace physique qu'elles occupent et, de l'autre, le faible intérêt des effets de ces espaces sur les mobilisations dans les ouvrages académiques. » (Combes, Garibay et Goirand, p.10)

En effet, si la sociologie des mobilisations collectives a été très productive depuis trente ans, elle a souvent réduit l'espace physique de la mobilisation au décor de l'action qui, au mieux, « *sert à décrire, voire donne son nom ou sa visibilité à la mobilisation* » (Combes, Garibay et Goirand, p.11). Cet « *impensé sociologique* » (*ibid.*, p.11) apparaît d'autant plus étonnant que de nombreux auteurs ont observé un *spatial turn* des sciences sociales depuis les années 1990 – c'est-à-dire une prise en compte accrue des dimensions spatiales dans les recherches – tandis que dans le même temps s'est opéré en France « *un véritable renouvellement épistémologique et méthodologique de la science politique par la revendication de son plein ancrage dans les sciences sociales, et son ouverture à d'autres champs disciplinaires* » (*ibid.*, p.12). Comment expliquer que la science politique ait puisé dans la sociologie, l'anthropologie et l'histoire pour renouveler ses questionnements et surtout méthodes de terrain en écartant la géographie de ce mouvement, alors même que celle-ci connaissait à cette époque un certain engouement ?

Une conception élargie de la mobilisation collective

Les mobilisations collectives sont ici entendues dans un sens très élargi allant de pratiques conventionnelles (manifestation, sit in, réunion syndicale ou de parti politique, dispositif participatif, banderole, exposition photographique...) à des modes d'action contestataires plus radicaux et/ou destituants symboliquement : occupation de lieux publics (place, rue) ou d'espaces de production (usines) afin de donner à voir une opposition, sabotage d'infrastructures de transport (route) ou de ressources (oléoduc, ligne à haute tension) qui territorialisent le pouvoir central...

Les conceptions de l'espace dans les sciences sociales

Selon les auteurs, cet écart entre l'évolution de la science politique et celle d'autres disciplines trouve à s'expliquer tout d'abord par le caractère à proprement parlé *politique* de l'essor de cette pensée spatialiste. En effet, la figure ayant initié ce renouvellement de la réflexion de la spatialité en France est Henri Lefebvre¹ qui s'inscrit en héritage de la pensée marxiste, à l'époque fortement marginalisée surtout dans les milieux scientifiques de la science politique.

« (...) l'inscription de la science politique dans les sciences sociales s'est produite à un moment où les travaux d'inspiration marxiste étaient largement marginalisés, voire ignorés, y compris ceux qui s'inscrivaient avec le plus de clarté dans une démarche de sociologie critique. Aujourd'hui, les travaux d'Henri Lefebvre sont peu discutés dans l'hexagone, hormis par des philosophes. » (Combes, Garibay et Goirand, p.13)

La seconde raison évoquée tient de l'absence de définition unique du terme « espace », pour lequel les auteurs relèvent deux approches principales : une première indéfinie et subjective, une seconde délimitée et objectivement mesurable. La première approche désigne un *univers* « au sens métaphorique, constitué par les acteurs de la mobilisation (...) [qui] partagent un certain nombre de propriétés sociales, de comportements, de valeurs, de positionnements, qui les différencient ensemble d'autres acteurs » (*ibid.*, p.16). Renvoyant à la matérialité géographique de l'espace sur lequel se déploie toute mobilisation, la seconde approche apparaît comme plus partagée dans les sciences politiques. Ainsi l'un des plus connus (parmi les rares) articles de politistes défendant une approche localisée du politique (Sawicki et Briquet, 1989) réduit celle-ci à un niveau ou échelon d'une action politique particulière.

Hypothèse de l'ouvrage : l'espace comme construction sociale

Fort de ces deux conceptions souvent dichotomisantes, les auteurs défendent ici une conception hybridée de l'espace. Tout en intégrant les opportunités et contraintes matérielles que l'espace induit, ils reconnaissent la dimension spatiale comme une construction sociale, reposant sur l'expérience humaine et sociale du lieu (ici tout particulièrement la mobilisation collective). Autrement dit, ils cherchent à renouer les liens entre un espace donné (avec ses caractéristiques géographiques) et les pratiques socialement situées qui s'y déploient.

Dès lors il s'agit d'opérer un glissement du regard porté aux mobilisations : depuis la grammaire politique classique (avec un nom, un programme, un logo, une figure de proue...) vers « *l'observation dans la réalité des expériences vécues par les groupes contestataires* » (*ibid.*, p.29). La focale se déplace vers les activités quotidiennes et pratiques ordinaires des acteurs de ces mobilisations, ce qui implique notamment un renouvellement des méthodes de terrain (souvent ethnographiques dans l'ouvrage) et un effort de réinscription des actions politiques dans les trajectoires des individus (donnant lieu ici à de nombreux portraits).

« En ce sens, davantage qu'à un questionnement théorique donné, c'est sans doute à un triple tournant méthodologique que l'on doit l'intérêt renouvelé pour l'espace dans l'analyse des mobilisations. Tout d'abord l'intérêt pour l'espace local conduit à être beaucoup plus précis sur les configurations dans lesquelles se déploient les mobilisations. Ensuite, la méthode ethnographique

¹ < http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1974_num_31_1_1855>

permet de saisir les interactions, spatialement configurées, entre individus. Enfin, le déploiement des mobilisations sur des causes globales, à l'échelle mondialisée, oblige à penser de manière fine les différents espaces de contestations et l'articulation entre eux. » (Combes, Garibay et Goirand, p.25)

Principales pistes de l'ouvrage

Entre objet de lutte et moyen de structuration (matérielle et symbolique) de celle-ci, l'espace affecterait donc directement les mobilisations selon les seize auteurs : permettant la contestation par l'occupation de l'espace, inscrivant la mobilisation dans un imaginaire politique par les dispositifs spatiaux choisis (ex : imaginaire de la délibération par les places publiques, imaginaire de l'alternative militante par les squats), renseignant le degré de contestation par le degré d'appropriation spatiale, mettant en scène la résistance pour sa diffusion (par des photographies, des vidéos, les réseaux sociaux...)... Quatre grandes pistes de substantification des relations entre espace et mobilisations collectives ont à cet égard été dessinées : la construction symbolique des mobilisations par l'espace (partie I), le rôle de l'espace dans une identification collective à la contestation (partie II), les pratiques spatiales comme techniques de contestation (partie III) et de diffusion de la mobilisation (partie IV).

INTRODUCTION

Quand l'espace compte...Spatialiser l'analyse des mobilisations (Hélènes Combres, David Garibay, Camille Goirand)

PREMIERE PARTIE – La construction symbolique de la mobilisation par l'espace

Faire d'un lieu un symbole politique. La photographie engagée sur la place du changement à Sanaa (Anahi Alviso-Marino)

La rue cubaine. Entre répression, médiatisation et transnationalisation (Marie-Laure Geoffray)

L'inscription spatiale d'une grève ouvrière en Bretagne. Le Joint français, Saint-Brieuc, 1972 (Tudi Kernalegenn)

DEUXIEME PARTIE – Des espaces aux identités militantes

Ecologie d'un espace en révolution. Santiago du Chili, 1970-73 (Franck Gaudichaud)

Devenir indien en milieu urbain. Les engagements d'une jeunesse amazonienne au prisme de son ancrage spatial (Doris Buu-Sao)

De l'espace de travail à l'action collective. Le cas des enseignants du secondaire (Aurélie Llobet)

TROISIEME PARTIE – Occuper, contrôler, façonner

Délibérer en plein air. Analyse spatiale des assemblées des Indignados à Madrid (Héloïse Nez)

Contrôler le débat militant en section. L'organisation spatiale des réunions au Parti socialiste en France (Martin Baloge)

La carrière d'un interstice urbain à New York. Deux rôles distincts de l'espace dans les mobilisations autour d'un projet d'aménagement (Stéphane Tonnelat)

QUATRIEME PARTIE – Les mobilisations en mouvement

Trajectoires socio-spatiales à l'heure de la mondialisation. Les bénévoles de Greenpeace et les agriculteurs biologiques en Bretagne (Sylvie Ollitrault)

Du syndicat au village, du Zócalo à la Sierra. Instituteurs en lutte à Oaxaca (Mexique) (Julie Métais)

Les mobilisations de chômeurs de Rosario (Argentine). Une citoyenneté en mouvement (Charlotte Pujol)

L'engagement dans les associations amérindiennes et businenge de Guyane. Ancrage local de la participation, relation clientélaire et politisation (Stéphanie Guyon)

Si quatre parties sont différenciées dans l'ouvrage, celles-ci se chevauchent néanmoins constamment, l'espace ne revêtant jamais un rôle unique auprès des mobilisations. Ainsi, lorsqu'Héloïse Nez s'intéresse aux dispositifs physiques (ex : configurations spatiales des assemblées, circulaires et à même le sol) de l'occupation de places espagnoles par le mouvement des Indignés (partie III), elle est amenée à rappeler la portée symbolique de ces places choisies à des fins de mise en visibilité et transparence démocratique du mouvement et de ses délibérations (partie I). Elle signifie par là l'enjeu de pouvoir que constitue l'occupation de ces places par rapport au pouvoir étatique (ex : lutte de territoire entre la police et les manifestant, par la pose de banderoles et plaque commémorative, par l'usage du mégaphone...), et donc le déplacement de sens du mouvement qu'induisent les changements de lieux (partie IV) en hiver, pour des raisons météorologiques, vers des espaces fermés (centres sociaux occupés autogérés, églises, maison de la culture...).

C'est d'ailleurs un des (rares) reproches que nous pourrions faire à l'ouvrage : un découpage superficiel des parties, alors que d'autres angles de lecture auraient pu s'avérer plus pertinents en vue de renouer avec d'autres approches de la science politique - par exemple une lecture selon les types de lieux choisis qui entretiennent des rapports différenciés au pouvoir institutionnel, ou selon les imaginaires politiques qui sous-tendent les pratiques spatiales. Car derrière ces apparentes fonctions de la spatialité (ex : construction d'une identité collective, méthodes de régulation de la prise de parole), ces contributions ont en commun une prise de recul par rapport à une science politique encore essentiellement orientée vers la macropolitique institutionnalisée et formalisée, ses règles de gouvernance et de reproduction, ou encore ses limites (illégalisme, clientélisme...). Ces contributions cherchent en effet à saisir les mobilisations collectives au plus près des pratiques ordinaires des acteurs, en donnant à voir les convictions et logiques politiques des individus, leurs héritages familiaux et sociaux, leurs ambiguïtés et retournements de trajectoire.

Les lieux de mobilisation étudiés

Les mobilisations étudiées s'inscrivent dans différents types de lieux qui tissent des rapports différenciés avec le pouvoir institutionnalisé :

- Espace urbain public ouvert : place publique, rue, jardin partagé... ;
- Espace urbain public fermé choisi pour des raisons sécuritaires ou météorologiques : église, centre social autogéré, espace institutionnel comme une Maison de la culture... ;
- Espace urbain public militant : section de parti politique, ONG ;
- Espace professionnel de production économique (usine, terres agricoles) ou d'enseignement (salle des professeurs du secondaire) ;
- Espace mondialisé entendu comme soit un réseau de villes très reliées, soit le lieu unique des problématiques environnementales généralisées et mondialisées ;
- Espace de la politique hétérodoxe par rapport aux normes coloniales : territoire dit indigène.

Le choix du lieu de mobilisation témoigne donc souvent du positionnement symbolique et matériel de la contestation par rapport aux autorités. Ainsi, les Dames en blanc à Cuba ont choisi de défiler sur une petite avenue déserte afin de se protéger de la violence des répressions policières ; puis, lors de la conflictualisation du mouvement, elles ont commencé leurs manifestations par une messe symbolique (affirmant par là le soutien de l'église catholique et l'inscription dans le culte de la vierge Marie). Entendu au sens habermassien du terme, l'espace public correspond ici au lieu (physique et immatériel) du débat politique - ou du moins de la mise en discours du politique.

Autre prise d'analyse : les imaginaires politiques

Notons tout d'abord le mérite d'Hélène Combes, David Garibay et Camille Goirand d'être parvenus à donner à voir les points de convergence de la pensée spatialiste des treize contributions. Il s'agissait d'un exercice d'autant plus difficile que les contributeurs ont presque pour chacun affirmé explicitement des courants de penser fort différents. Témoinnant par là d'un besoin de se rassurer dans un exercice spatialiste inhabituel en sciences politiques, ces courants de penser sont souvent mis en avant à partir d'une figure tutélaire ayant marqué la pensée, que ce soit :

- la géographie radicale avec David Harvey et Henri Lefebvre en référence (Gaudichaud),
- la sociologie de la prise de décision délibérative précisée par Loïc Blondiaux (Nez),
- la sociologie interactionniste définie par Charles Tilly ou Erving Goffman (Alviso-Marino, Buu-Sao, Tonnelat), ou son approche des cadres des mouvements sociaux théorisée par David Snow et Robert Benford (Kernalegenn, Llobet) ;
- la sociologie politique reprise par Michel Offerlé (Baloge),
- une approche ethnographique du politique (Métais) avec Charles Abélès comme héritage intellectuel,
- la sociologie de l'engagement avec ici une hésitation de l'auteur entre les formes de l'engagement militant et contemporain (Ollitrault).

Or ces courants de penser renvoient à des conceptions très différentes du politique et de l'individu-sujet en politique. Par exemple, la géographie radicale repose sur la théorie d'une domination sociale spatialisée, tandis que les pratiques délibératives supposent une mise à l'horizontalité *a priori* des citoyens ; de même, la seconde Ecole de Chicago s'intéresse à la déviance à la norme par l'expérience sensible, alors que l'ethnographie politique met en avant des pratiques de micropolitique quotidienne... Une diversité des rapports à l'espace dans les mobilisations étudiées est donc donnée à voir : l'espace comme incarnation d'une domination sociale, horizontalisation des pouvoirs, expérience sensible de la déviance, lieu de la politique ordinaire...

Et si finalement ces contributions s'accordent sur l'idée que l'espace est une construction sociale, elles divergent sur les imaginaires politiques qui sous-tendent ces formes spatiales...